

Les entreprises n'ont pas toutes été impactées de la même manière par la crise sanitaire, du fait des différences de secteur d'activité, des restrictions subies (fermetures totales ou partielles par exemple). Néanmoins, les aides mises en place depuis plus d'un an ont joué un rôle d'amortisseur et les chefs d'entreprises interrogés sur ce sujet estiment que sans ces aides la situation aurait été catastrophique pour l'ensemble.

Il en ressort tout de même des incertitudes sur l'issue des aides et sur la reprise. Ainsi, la crainte de leur arrêt brutal pourrait impacter bon nombre d'entreprises qui n'auront pas les moyens de relancer l'activité. D'autres craintes s'expriment dans les secteurs qui seront impactés durablement du fait des changements d'habitudes des consommateurs ou des restrictions qui pourraient durer (tourisme par exemple).

Il est donc primordial de continuer à accompagner ces entreprises afin qu'elles se constituent une trésorerie optimisée pour pouvoir survivre après cette crise.

Pour ce faire, certaines aides devront perdurer, comme la possibilité de décaler le remboursement du prêt garanti par l'État, notamment pour les secteurs encore touchés par des restrictions ou des baisses d'activité. Au-delà, d'autres outils pourraient être déployés tant au niveau du financement à court terme pour pérenniser ces entreprises que, surtout, au niveau des fonds propres qui doivent être renforcés pour pouvoir investir et porter de nouveaux projets et ainsi rebondir dans l'avenir.

L'écosystème financier a sa part à jouer pour que ces entreprises survivent ! Banques, assureurs mais également gestionnaires d'actifs et investisseurs doivent faire preuve de patience pour le remboursement des prêts, qu'ils aient été contractés avant ou après la crise.

Les entreprises entre elles peuvent aussi participer à cet effort : certaines initiatives doivent être développées comme les prêts inter-entreprises ou le paiement fournisseur anticipé (PFA), qui permettront une optimisation de trésorerie. Ces pratiques sont des leviers qu'il convient de continuer d'actionner et de promouvoir plus largement !

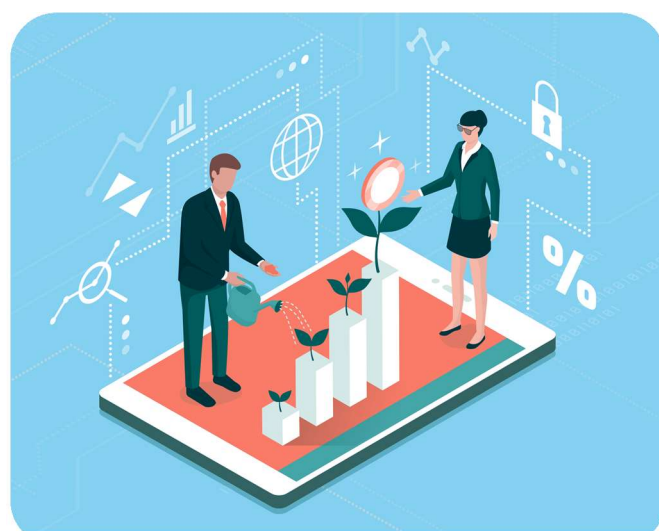
Enfin, pour rebondir, des capitaux propres solides sont nécessaires pour se projeter à moyen et long terme et avoir une capacité d'investissement et d'innovation en créant la valeur de demain.

Pour cela, les prêts participatifs mis en place au printemps 2021 peuvent être un bon levier si les conditions d'octroi ne sont pas trop strictes et que le maximum d'entreprises pouvant espérer une reprise d'activité post crise puisse les obtenir, à des taux « raisonnables ».

D'autres pistes pour renforcer les fonds propres doivent être étudiées, car les seules aides de l'État ne suffiront pas. Pour ce faire, l'innovation en matière financière peut apporter des clés. Ainsi, les outils numériques peuvent faciliter la mise en relation entre investisseurs et entreprises et susciter de nouveaux partenariats. Toute initiative en ce sens doit être portée et accompagnée dans le temps.

La crise a aussi conduit de nombreux Français à épargner massivement. Le surplus d'épargne pourrait être orienté vers nos entreprises en mettant en place des nouveaux dispositifs d'épargne en titres d'entreprises ou en aménageant des mécanismes d'incitation fiscale.

Là encore, l'aversion au risque des Français doit être levée par de la pédagogie et par l'appel à la solidarité nationale.





3 questions à Jean-Claude Karpelès Rapporteur, Président de la Commission Économie et Financement des entreprises de la CCI Paris Ile-de-France



**Chambre de commerce
et d'industrie
de région Paris Ile-de-France**

27, avenue de Friedland
F - 75382 Paris Cedex 8
www.cci-paris-idf.fr/fr/prospective

Registre de transparence de l'Union
européenne n° 93699614732-82

Contact

Juliette Bertiaux
tél. : + 33 (0)7 70 08 87 88
jbertiaux@cci-paris-idf.fr

Presse

Isabelle de Battisti
tél. : +33 1 55 65 70 65
idebattisti@cci-paris-idf.fr



Quels sont les retours des entreprises sur leur situation financière depuis la crise de la Covid 19 ?

Depuis mars 2020, le montant des aides pour soutenir les entreprises a été colossal. La France a su déployer des dispositifs innovants pour permettre à l'économie de ne pas sombrer. De même, les entreprises ont su se réinventer et trouver des solutions originales.

Néanmoins, tous les secteurs n'ont pas été impactés dans les mêmes proportions et certains sont encore confrontés à des incertitudes pour la reprise - fermetures encore effectives, changement d'usages (tourisme, congrès et salons...) - mais aussi à un changement de business models.

À côté des aides de l'Etat, des outils doivent être déployés pour pérenniser les entreprises en état de fragilité et des solutions d'urgence doivent être proposées : étalement de la dette, remboursement des échéances, solutions pour réduire les problématiques de délais de paiement.

Pour y parvenir, une solidarité entre financeurs et entreprises est nécessaire, sachant que celles-ci ont un rôle à jouer. Créer les conditions optimales pour aider leur écosystème et utiliser des dispositifs permettant une optimisation de leur trésorerie peuvent être des clés.

Comment créer de la valeur et faire en sorte que les entreprises puissent rebondir ?

Au-delà de la situation de besoin de trésorerie des entreprises pour survivre à cette crise, il s'agit de regarder les capacités à moyen et long terme d'investir pour créer la valeur de demain.

Pour rebondir, des capitaux propres solides sont nécessaires, car il faut pouvoir se projeter.

Pour y parvenir, les entreprises ont la possibilité d'utiliser les dispositifs conjoncturels mis en place en avril 2021 pour accompagner la reprise et le rebond, mais aussi d'orienter l'épargne des Français vers des supports de long terme.

Orienter l'épargne des français vers les entreprises : un défi à relever. Quelles sont vos pistes ?

Les entreprises ont besoin de trouver un écosystème capable d'orienter l'épargne et les capitaux vers elles afin de financer leur croissance et leurs projets.

Depuis le début de la crise, du fait des incertitudes mais également des restrictions, les ménages français ont épargné massivement. Le surplus d'épargne estimé est de l'ordre de 200 milliards. Or, toute cette épargne ne sera pas dirigée uniquement vers la consommation et les Français pourraient diversifier leurs avoirs vers des supports aidant les entreprises.

Pour ce faire, il faut les aider à réorienter leurs avoirs. Ces éléments visent à favoriser le financement de nos entreprises en orientant mieux l'épargne abondante des Français. L'objectif est de transformer, grâce à une meilleure éducation financière, des épargnants « bons pères de famille » en investisseurs grâce à des incitations fiscales et à des nouveaux dispositifs.



CCI PARIS ILE-DE-FRANCE



CCI FRANCE